

AGRICULTEURS ET VOYAGEURS LES BONNES RAISONS D'ALLER VOIR AILLEURS

Romain Vacherot et Sarah Singla ont bénéficié de la bourse Nuffield pour étudier l'agriculture d'autres pays, Julien Valentin représente la France à Bruxelles, Vincent Thierry se partage entre ses exploitations en France et en Roumanie, et Laurent Poncin est installé au Canada. Chacun a expérimenté à sa façon la formidable opportunité que représente une ouverture à l'internationale. Même si la plupart restent agriculteurs français, leur métier a pris une nouvelle dimension. Ils comprennent mieux les enjeux actuels, les forces et faiblesses de l'agriculture française dans le jeu international, les opportunités à saisir. Loin de les décourager, leurs voyages leur ont donné l'envie d'oser, d'entreprendre et de continuer à échanger avec d'autres agriculteurs étrangers.



« Mon expérience roumaine me permet de relativiser les aléas climatiques français » **Vincent Thierry**



« La grande différence entre le Canada et la France : l'absence de contraintes administratives » **Laurent Poncin**



« Pour eux, produire durable, c'est être plus compétitifs grâce aux économies d'intrants » **Sarah Singla**



« Être en lien avec d'autres agriculteurs de la planète donne une autre dimension à mon métier » **Romain Vacherot**



« La France est toujours perçue comme un grand pays agricole, mais plus forcément comme un exemple à suivre » **Julien Valentin**



JULIEN VALENTIN, vice-président du Conseil européen des jeunes agriculteurs
“ OUVRONS-NOUS AUX AUTRES ET ILS S'OUVRIRONT À NOUS ”

Julien Valentin est vice-président du Conseil européen des jeunes agriculteurs. Il participe largement aux négociations sur la Pac avec ses collègues jeunes agriculteurs des autres États membres de l'Union européenne.

Quand on a l'occasion d'échanger avec des agriculteurs étrangers, on découvre un autre regard sur la France. Notre organisation professionnelle est mise en avant dans les pays du sud de l'Europe. En revanche, les pays de l'est européen ont plutôt comme modèle l'Allemagne. L'importance de l'agro-industrie allemande dans le développement de ces pays ces dernières années a beaucoup pesé. La France est toujours perçue comme un grand pays agricole, mais plus forcément comme un exemple à suivre sur son efficacité et son dynamisme économique et agricole. Par ailleurs, nous avons une excellente image avec la gastronomie française et nous ne savons pas la vendre, contrairement aux Italiens par exemple.

On s'aperçoit aussi que les exigences nationales réglementaires et sociales nous font perdre des parts de marché. Or, nous sommes dans un schéma de compétition européenne avant tout. J'ai l'exemple d'un débat qui tournait en rond avec une agricultrice suédoise qui était contre la régulation, alors que manifestement sa petite exploitation en avait besoin. Jusqu'à ce qu'elle

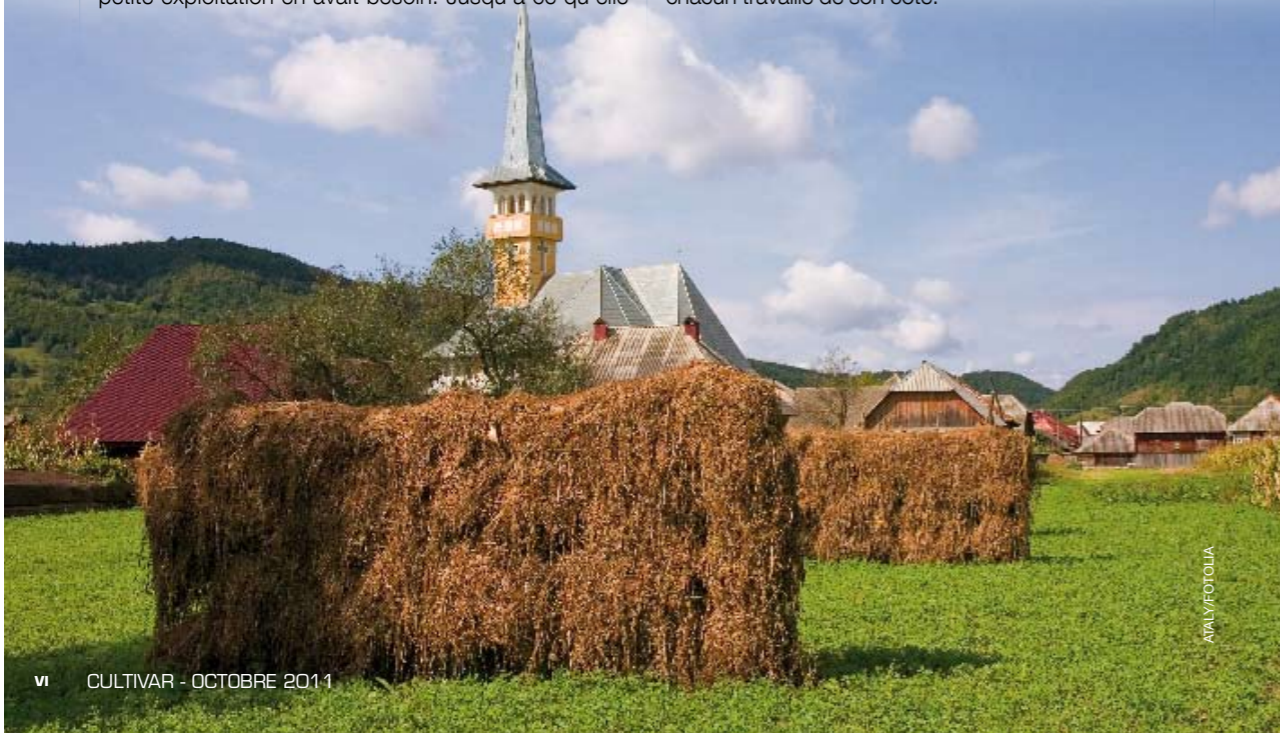


Julien Valentin

m'explique que dans les années 1980, les agriculteurs suédois devaient demander l'autorisation à l'administration pour toute initiative sur l'exploitation. Le schéma était très solidaire, mais très contraint. En entrant dans l'Europe, ils ont gagné en autonomie et redoutent un retour en arrière.

En Europe, nous sommes dans un schéma de décision collective et pour réussir à partager des idées, il faut apprendre à se connaître, sinon les grands discours ne servent à rien. Commençons d'abord à nous ouvrir et nous réussissons à ouvrir les autres.

Cette ouverture me guide aussi dans mes choix stratégiques. C'est en observant ce qui se passait en Allemagne que j'ai compris rapidement l'opportunité du photovoltaïque. C'est d'ailleurs intéressant de voir comment cette filière s'est construite en Allemagne : ils ont voté les textes puis ils ont attendu que tout le monde soit prêt pour démarrer : expertise allemande, onduleurs allemands, panneaux allemands, politique d'autorisation pour les constructions afin de rendre compétitifs les agriculteurs comme les industriels. C'est une leçon pour la France où chacun travaille de son côté.



AVAIL/FOTOLIA



HELEN REZNYKOVA/FOTOLIA

VINCENT THIERRY, céréalier en Île-de-France et en Roumanie
“ LA FRANCE BÉNÉFICIE D'UN MAILLAGE TECHNIQUE FANTASTIQUE ! ”

Céréalier dans le Bassin parisien, Vincent Thierry a pris le chemin de la Roumanie, en 1997, où il exploite à ce jour près de 1 500 hectares.

« Mon expérience roumaine m'a permis de relativiser ! J'ai pris conscience que la France bénéficie d'un climat très clément, en comparaison avec la Roumanie. Et par conséquent, une catastrophe climatique comme nous l'avons connue cette année en France, et qui a engendré des pertes de rendement de 10 à 20 %, reste certes gênante, mais pas gravissime. En Roumanie, une catastrophe, c'est à peine un tiers du rendement maximal espéré, soit 25 q/ha en blé quand une année excellente en apporte 70 q/ha. Globalement, il est beaucoup plus facile de gérer une exploitation en France qu'en Roumanie. Le point crucial dans l'Hexagone, c'est le formidable maillage technique. C'est vraiment fantastique, car on ne peut qu'apprendre et progresser ! Nous avons à proximité des Ceta, les instituts techniques, les chambres d'agriculture, les techniciens des coopératives et négociants, et bien d'autres ! Par exemple, pour trouver un concessionnaire de matériel agricole, il n'y a qu'à faire quelques kilomètres, et nous avons le choix... Alors qu'en Roumanie, le distributeur le plus proche est à une centaine de kilomètres. Il y a eu de gros progrès en quinze ans, mais cela reste encore très

problématique. Les agriculteurs roumains n'ont pas de techniciens de coop ou de négociants pour les conseiller dans leurs opérations culturales ou pour les aider à vendre leur récolte.

En France, nous avons tout sous la main, facilement. Et nous sommes très solidaires dans la profession. Les Roumains sont davantage individualistes et indépendants, certainement en raison de l'histoire politique du pays. Parmi les atouts de la France, il y a aussi le statut de fermage qui met le fermier à l'abri de la perte de son outil de production. En Roumanie, le droit de préemption n'est pas répandu, et il faut se battre pour renouveler les baux ! Il est très facile de perdre des hectares si on relâche sa vigilance.

Ensuite, la France a également ses faiblesses ! Les charges y sont bien plus importantes, notamment avec la MSA, les charges de main-d'œuvre et les taux d'imposition. Il faut savoir qu'en Roumanie, chaque leu (monnaie roumaine) touché, quel que soit le niveau de salaire, est imposé à 16 %. D'un autre côté, et c'est un juste retour à l'équilibre, la Roumanie reçoit moins de subventions européennes. »



“ Parmi les atouts de la France, il y a aussi le statut de fermage, qui met le fermier à l'abri de la perte de son outil de production. En Roumanie, il est très facile de perdre des hectares si on relâche sa vigilance... ”

LAURENT PONCIN, céréalier au Canada

UNE TERRE À L'ACCENT DE LIBERTÉ

Si ce n'est pas la liberté qui a poussé Laurent Poncin à s'installer au Canada, c'est bien elle qui le conforte dans le bien-fondé du modèle nord-américain.

Aujourd'hui, avec vos deux frères, vous travaillez une Scop de 1 200 ha à laquelle s'ajoutent 140 ha de pommes de terre. Quelle est la politique foncière agricole au Canada ?

Laurent PONCIN : Contrairement à la France, aucun équivalent à la Safer n'existe. Il n'y a pas de priorité aux agriculteurs souhaitant s'installer aux fermes à proximité. Celui qui fait l'offre la plus généreuse remporte la vente. Cet exemple est à l'image de la politique agricole du pays : sans contraintes administratives.

Le Canada possède-t-il, comme l'Union européenne, une politique de soutien économique envers ses agriculteurs ? Une politique agri-environnementale ?

L. P. : La seule protection que nous possédons est une assurance récolte contre les risques climatiques. Le montant de l'indemnisation, couverte par la province, dépend des rendements moyens de l'exploitation. Cela peut aller de 450 à 550 euros pour un hectare de colza. Quant aux dossiers touchant aux pollutions d'origine agricoles, ils sont bien entendus gérés par l'État. Néanmoins, nous n'avons pas d'équivalent à la directive nitrate ou de suivi sanitaire obligatoire des parcelles. Il faut dire que nous employons beaucoup moins d'engrais que les agriculteurs français. Nous semons le blé début mai et la récolte se fait fin août, soit un cycle court de 120 jours. Les conditions climatiques variables, passant rapidement d'un extrême à l'autre, ne nous permettent pas de valoriser les intrants. Les

céréales doivent arriver à maturité rapidement. Un coup de gel n'est pas à écarter en août. L'agriculture au Canada nécessite plus de réactivité. L'autre point à expliquer pour comprendre la faible consommation d'intrants, c'est que les OGM sont autorisés au Canada. Sur une culture de colza résistant aux herbicides, je n'utilise qu'un litre de glyphosate.

Plus de 90 % des surfaces de colza sont OGM et aucune mention « contient des OGM » sur les produits alimentaires n'est obligatoire. Comment jugez-vous le principe de précaution européen ?

L. P. : Il nous ferme les portes du marché européen mais la cible principale à l'export est l'Asie. Pour l'instant, je ne vois que des avantages à cette technologie. Ma vision de l'agriculture est décomplexée.

Quelles sont les deux grandes différences entre l'agriculture française et canadienne ?

L. P. : La flexibilité administrative mise à part, ce qui représente beaucoup, la France possède un atout majeur : la constance climatique. Cette année, des inondations ont rendu impossible le semis de 400 ha sur la ferme et de près d'un million sur la province de Manitoba. Enfin, alors que le Canada est un pays libéral, les Français sont plus libres dans la vente de céréales. Ici, la commission du blé gère toutes les ventes de blé et d'orge à l'export. Ce système obsolète devrait bientôt disparaître et ainsi permettre la vente directe de la production au prix fixé par les cours mondiaux.

SARAH SINGLA, agricultrice et boursière Nuffield 2011

« PARTIR POUR MIEUX REVENIR »

À 27 ans, Sarah Singla exploite depuis deux ans une centaine d'hectares en grandes cultures en Aveyron. Ingénieur agronome, elle se passionne pour l'agronomie et continue d'étudier. C'est en « surfant » qu'elle découvre l'existence de la bourse Nuffield et décide de profiter de cette opportunité pour en apprendre plus sur les pratiques en France et à l'étranger.

« L'obtention de la bourse Nuffield implique deux étapes. Tout d'abord, un formidable temps fort durant lequel tous les boursiers de l'année se rencontrent au cours d'une semaine de conférences. Chaque année, l'organisation Nuffield sélectionne une cinquantaine d'agriculteurs principalement australiens, néo-zélandais, canadiens et anglais, dont la plupart exploitent de très grandes surfaces, comparées aux nôtres. Mais comme ils ne bénéficient pas d'aides, la compétitivité est leur leitmotiv. Quoi qu'il en soit, nous partageons le même souci de produire de façon plus durable. L'autre partie du programme permet à chaque boursier d'approfondir librement un sujet d'étude, beaucoup de thèmes concernent la réduction des pollutions. Cette préoccupation n'est pas propre à l'Europe. Ils ne subissent pas les mêmes contraintes réglementaires que nous mais pour eux, produire durable, c'est être plus compétitif grâce aux économies d'intrants. Sur les questions environnementales, la pression sociétale n'est pas la même. En Australie par exemple, les citoyens attendent surtout de leurs agriculteurs qu'ils produisent assez pour nourrir les populations et ont bâti des relations de confiance avec les producteurs. L'autre grande thématique des boursiers Nuffield est l'étude



de ce qui se passe en Chine ou au Brésil : les attentes des consommateurs chinois, par exemple, sur tel ou tel produit agricole. Certains viendront faire un tour en Europe par curiosité, mais notre continent ne leur semble souvent pas stratégique ni en termes de production ni de consommation. Pour ma part, mon sujet d'étude porte sur la fertilité des sols et sur la réduction des intrants par une approche globale. J'ai déjà fait un stage de permaculture en France, je vais bientôt suivre une formation en Angleterre sur l'agriculture selon les courbes de niveau (keyline farming) puis je vais participer à plusieurs conférences aux États-Unis. À chaque fois, j'en profiterai pour visiter des exploitations en semis direct et rencontrer des chercheurs. J'ai réussi à m'organiser de façon à être sur mon exploitation aux périodes clefs. L'objectif est d'appliquer ce que j'aurai appris, mais aussi de partager cette information avec d'autres. Je trouve que les Anglo-Saxons ont une approche différente de la nôtre qui consiste à se focaliser davantage sur le côté positif des choses. On pourrait résumer cela par : "À force de se planter, on finit par pousser." Les voyages ne servent pas à partir mais à mieux revenir. Je ne suis qu'à mi-parcours mais la bourse Nuffield est déjà une expérience magique. Avis aux amateurs ! »

BOURSE NUFFIELD

Envie de mieux connaître l'agriculture mondiale ?

Le Crédit Agricole offre chaque année une bourse à un agriculteur pour un voyage d'étude en Europe et dans différents pays du monde, pour étudier un sujet d'intérêt général ou particulier proposé par le candidat. Cette bourse (10 000 euros) est attribuée avec le concours des chambres d'agriculture en liaison avec la fondation britannique Nuffield Scholarships Trust (<http://www.nuffield-international.org/index.html>). Pour se porter candidat,

il faut notamment avoir entre 28 et 40 ans, parler anglais, être agriculteur, pouvoir se libérer au total quatre mois au cours de l'année et s'engager à rédiger un rapport. Pour 2012, les candidatures doivent parvenir à l'APCA avant le 15 novembre.

Documentation et inscription : sylvain.sturel@apca.chambagri.fr



« ...pour continuer à travailler en famille et à proximité. Mon père et ses deux frères possédaient une ferme près de Reims. Mes deux frères et moi voulions être agriculteurs. La surface à disposition n'était pas viable. En 1978, notre père a fait un voyage au Canada et en est revenu avec une ferme. »



S. SEYEN/PIXEL IMAGE

ROMAIN VACHEROT, agriculteur en Eure-et-Loir

« CES RENCONTRES M'ONT RENDU PLUS ENTREPRENANT ET PLUS LIBRE »

BTS en poche, Romain Vacherot a profité de son stage « six mois installation » pour se réconcilier avec l'anglais. Il a fait en Australie la plus longue moisson de sa vie. Ce jeune agriculteur restera marqué par cette première expérience de voyage professionnel. Dix ans plus tard, en 2007, il a saisi l'opportunité de la bourse Nuffield pour approfondir sa connaissance des grands espaces, de l'est européen cette fois.

« **M**es débuts en stage en Australie n'ont pas toujours été faciles : barrière de la langue, choc du dépaysement... Mais je ne regrette rien. Cette expérience m'a permis d'être à l'aise en anglais, de m'ouvrir à d'autres façons de pratiquer le métier et de me sentir aujourd'hui agriculteur du monde. J'ai ensuite continué à voyager, notamment grâce à la bourse Nuffield obtenue en 2007. C'est d'ailleurs une expérience que je recommande. Dans les autres pays, les candidats se bousculent alors qu'en France ils sont très rares. C'est dommage ! J'ai rencontré de nombreux agriculteurs australiens, canadiens, indiens, roumains et il ne se passe pas une journée sans que je repense à l'un d'eux. Cela donne une dimension supplémentaire à mon métier. Et puis les échanges via Facebook sont nombreux. Il m'est même arrivé de résoudre un problème technique grâce à ça. Globalement, la maîtrise de l'anglais et cette expérience internationale m'ont rendu plus libre : je suis plus détaché de mon contexte français, j'ai pu faire venir du matériel de stockage directement des États-Unis, je suis plus à l'aise pour échanger avec les clients semenciers souvent anglophones. Toutes ces rencontres m'ont aussi donné le goût d'en-

treprendre. En dehors de l'Europe et des États-Unis, les agriculteurs se débrouillent sans aides. Cela donne envie de sortir également du système, même si cela ne me semble pas réaliste en France pour l'instant, en raison de toutes les contraintes, notamment foncières. Mais j'ai aussi appris que l'agriculture n'est facile nulle part. En Australie pas exemple, ils possèdent de grandes surfaces et une grande liberté mais ils sont soumis à un climat difficile et capricieux. Ils ne sont jamais sûrs de récolter. Pour faire face à ces aléas, ils ont souvent une deuxième activité ou tentent d'équilibrer avec la vente des moutons. À mon échelle, cela m'a donné envie de diversifier mes productions, de répartir les risques. J'ai développé les cultures porte-graines ainsi que la vente de fleurs coupées au particulier. Mais je continue de leur envier leurs grands espaces ! Agriculteur à la limite de la région parisienne, j'étouffe de plus en plus : pression foncière, vols sur les exploitations, critiques des urbains... Peut-être qu'un jour, cette expérience internationale m'aidera à m'évader d'ici. L'installation en Roumanie était d'ailleurs le sujet d'étude de ma bourse Nuffield, mais ce n'était pas l'heure pour moi. Peut-être plus tard... »